

Démocratie et pragmatisme : Mobilisations, expérience et citoyenneté

« Une démocratie est plus qu'une forme de gouvernement, c'est en premier lieu un mode de vie associée, une expérience conjointe de communication. »

(Dewey, Democracy and Education, 1916, MW.9.93)

Le volume 5 de *Pragmata*, an 2021, clôt une série de quatre numéros centrés sur le pragmatisme, les sciences sociales et la question politique. Les publications de livres et d'articles sur le thème de la « démocratie pragmatiste » rempliraient une petite bibliothèque, mais le thème continue d'exciter les esprits, et l'on peut prédire, sans trop risquer de se tromper, qu'il n'est pas près de perdre de sa pertinence, en ces temps sombres. Qu'est-ce que la démocratie ? De quoi parle-t-on lorsque l'on parle d'expérience démocratique ? Qu'est-ce que le sens du pluralisme – religieux, politique, culturel ? Pourquoi faire des enquêtes est-il si important ? Quelle est la portée des expérimentations et selon quels critères les évaluer ? Quelles lois et quelles institutions devons-nous nous donner pour ménager au plus grand nombre une vie décente et équitable ? Comment trouver un équilibre entre égalité et liberté – égalité eu égard à quels standards, liberté de qui et pour quoi ? Et à quoi cela sert-il de participer à la cité, de discuter avec les autres, d'aller chercher le point de vue des marginaux autant que des experts, de prendre le risque de changer les choses ? Toutes ces questions, il n'y a pas d'humain qui ne se les pose, souvent dès l'enfance. Mais alors, qu'est-ce que les parcours d'auteurs américains écrivant entre les années 1870 et 1950, pour nous en tenir à la période « classique » du pragmatisme, ont encore à nous apprendre ? De quoi héritons-nous ? Que gardons-nous ? Que laissons-nous ? Qu'en faisons-nous ?

Le dossier consiste, une nouvelle fois, en une série d'articles de chercheurs en sciences sociales, qui font travailler le pragmatisme sur des dossiers empiriques. On ne peut que saluer cette originalité

du monde francophone : ailleurs, le pragmatisme reste davantage une affaire de philosophes, et ce même si l'on assiste à un vrai renouveau du pragmatisme en sociologie aux États-Unis et à un intérêt croissant pour le pragmatisme dans les sciences sociales dans des pays aussi différents que l'Allemagne, la Finlande ou le Brésil. Ces pragmatismes sont nombreux et variés. En France, la réception du pragmatisme, dans ses formes multiples, progresse en sciences sociales, tout comme en pédagogie, en science politique ou en sciences de l'organisation. Les chercheurs y ont le mérite de prendre au sérieux l'invitation que nous faisaient Peirce et James, chacun à sa manière, et de façon plus résolument politique Mead et Dewey, Du Bois et Park, Addams et Follett, de plonger dans le grand monde, d'y laisser naître des idées et d'y éprouver des valeurs, qu'elles soient esthétiques, morales ou politiques, de les convertir en hypothèses, de les mettre à l'épreuve et d'agir en conséquence. La pertinence des idées est liée à la différence qu'elles font dans la compréhension et dans la pratique des situations. Les chercheurs en sciences sociales les prennent en compte quand elles leur permettent d'introduire un nouveau point de vue, traduit en opérations d'enquête et d'expérimentation – et parfois de recherche-action ; l'examen des conséquences de ces opérations va en retour permettre de densifier des descriptions, d'affiner des interprétations et d'enrichir des explications – forgeant ainsi des outils d'évaluation critique de l'existant.

C'est peut-être ce nexus propre au pragmatisme qui fait le dénominateur commun des textes de cette livraison de *Pragmata* 5, qui relatent tous des formes d'engagement public sur des terrains différents. Sans doute, aussi, l'apport d'une lecture en termes de « public » à une sociologie des « mouvements sociaux » et des « problèmes sociaux » : toute mobilisation collective ne fait pas un « public » ! Il faut qu'elle engage une communauté ouverte, qu'elle engendre une expérience publique, qu'elle accepte l'indétermination de ses hypothèses de travail, de ses croyances et de ses habitudes, qu'elle se soucie de discussion, d'enquête ou d'expérimentation, qu'elle n'exclue rien ni personne au nom d'une Vérité intouchable, qu'elle ne prétende abolir la

pluralité et la conflictualité dans ses rangs. Ne pas confondre controverse et polémique, ne pas prendre ses adversaires pour des ennemis; ne pas manier la langue de bois ou seulement brandir des mots d'ordre; ne pas verser dans la logique du soupçon et de la conspiration, ne pas se projeter dans un imaginaire du Bien et du Mal; accepter l'indétermination des repères de la loi, du savoir et du pouvoir, comme l'écrivait Claude Lefort.

Les deux premiers textes du dossier nous présentent une version possible de cette réception du pragmatisme en France et en Belgique. Francis Chateauraynaud revient sur son parcours de plusieurs décennies au sein du Groupe de sociologie pragmatique et réflexive et sur sa tentative de développer un « pragmatisme sociologique » qui ne néglige pas, pour le dire vite, les questions de « domination » et de « structure ». Ce reproche a longtemps été adressé, avec plus ou moins de mauvaise foi, à la sociologie pragmatique, et n'aurait plus guère de raison d'être, au regard des derniers cheminements de celle-ci. Il n'a tout simplement aucun sens quand il est objecté au pragmatisme classique, dont les auteurs Dewey, Mead, Tufts, Addams, Follett, Du Bois ou Park – et même James sur ses vieux jours, avec sa phobie de l'impérialisme – ont été des activistes, souvent plus connus pour leurs engagements que pour leurs écrits philosophiques ou scientifiques. Mais Chateauraynaud prend le parti de répondre à la critique. Il explique comment il s'est efforcé de développer une « pragmatique de la complexité » qui prenne en compte la diversité des « échelles sociales, temporelles et spatiales » des événements et des actions et qui circule entre leurs multiples arènes. En élaborant une « polyphonie des processus critiques », il combine sur la même portée une série de lignes d'enquête et de raisonnement qu'il a explorées depuis trente ans, chacune avec son style d'interrogation et son équipe de collaborateurs, son répertoire de concepts et son corpus d'hypothèses, chacune pouvant être éprouvée sur des dossiers d'alerte, controverse, polémique, affaire, procès, crise, catastrophe. Le public n'est pas pour Chateauraynaud semblable à ces lapins ou à ces colombes que les magiciens sortent du chapeau pour impressionner l'auditoire.

C'est une vraie catégorie d'investigation et d'intervention, qui se profile à l'horizon de ses multiples projets empiriques et analytiques. Sa démarche, qui combine des notions empruntées aux *science and technology studies* ou à la linguistique argumentative autant qu'elle s'inspire des philosophies phénoménologique et pragmatiste – sur l'épreuve du tangible et du sensible, les asymétries d'emprise et de pouvoir, l'attention, la vigilance et l'alerte, la portée balistique des arguments... –, permet à Chateauraynaud de traiter de problèmes inaperçus par d'autres chercheurs. Et de se tenir sur une ligne de crête entre une sociologie cynique, obsédée par les rapports de force, et une sociologie morale, armée de ses seuls principes universalisables. Son travail de recherche est enfin indissociable de ses interventions dans l'arène publique, de ses tentatives de documenter des « désastres à toutes les échelles » et de nourrir en données et en arguments les situations de conflit les plus actuelles. En témoigne son livre récent sur *Les Lanceurs d'alerte*, recensé par Marie Ghis Malfilatre dans ce même numéro.

Mathieu Berger et Louise Carlier ont été au cœur de la création du Metrolab Brussels, un site de recherche que l'on peut classer dans la catégorie des *living labs*. Mais c'est un *living lab* qui prend au sérieux la conception écologique et pragmatiste de l'expérimentation et qui, en-deçà des effets de marketing politique, s'interroge sur les conditions d'une recherche-action publique – au sens où l'on parle de sociologie publique ou d'anthropologie publique. Leur démarche est interdisciplinaire, et élargit à l'architecture, la géographie, l'urbanisme, le spectre des disciplines impliquées dans la fabrique de la ville. Après avoir passé en revue « cinq conceptions-types de l'expérimentation », ils poursuivent la réflexion engagée par Berger dans le précédent numéro de *Pragmata*, disant avec beaucoup d'honnêteté les embûches, les espoirs et les déceptions, les malentendus et les récupérations qui ont parsemé leur parcours « expérimentaliste ». Un exercice qu'ils qualifient de « chronique autocritique ». Ce n'est que vers la fin de leur mandat qu'ils renouent avec « l'exigence pragmatiste ». Le rassemblement de centaines de migrants dans le Parc

Maximilien, à proximité de leur siège, conduit à une mobilisation civique, tandis que le Metrolab, en pointe sur les questions d'inclusion urbaine, crée en 2019 le Collectif de recherche-action pour l'hospitalité (ARCH). Cette communauté d'enquête rompt, à la faveur des circonstances, avec le carcan de la demande officielle. Mais, là encore, la dynamique de problématisation et de publicisation qui s'engage se heurte à toutes sortes d'obstacles : peu de réceptivité des migrants et réfugiés de Bruxelles, qui ont d'autres soucis, travail dans l'urgence des associations d'aide, qui leur laisse peu de temps pour se mobiliser, et, à l'autre bout, sensibilisation mesurée des pouvoirs publics, affairés à leurs enjeux gestionnaires et électoraux. Avec ce compte rendu d'expérience, on sort, en tout cas, d'une pensée magique du public pour se demander à quelles conditions « le pragmatisme est-il praticable ? »

Les quatre textes suivants, dans des styles extrêmement différents, abordent le pragmatisme en relation à des situations de mobilisation collective.

Philippe Gonzalez et Marta Roca i Escoda partent d'un corpus qu'ils ont recueilli lors d'un référendum populaire en Suisse « contre la loi de censure », qui s'avère être une véritable « croisade morale » de groupes conservateurs contre « l'extension de la norme pénale anti-raciste à la sanction de l'homophobie ». Ils reprennent la catégorie de « croisade morale », qui a une longue histoire dans les mobilisations pour l'abolition et la prohibition aux États-Unis depuis le XIX^e siècle. Richard Hofstadter et Joseph Gusfield les ont analysées en termes de « politique statutaire ». Ici, la fiction rhétorique et dramatique de la guerre du Bien contre le Mal est étudiée comme « antithèse de la méthode de l'enquête » : la croisade est mise en regard, par les auteurs, de la catégorie deweyenne de public. Toute mobilisation collective n'est pas un public, disions-nous plus haut. La croisade de la « liberté de conscience » contre l'homosexualité a pour précédents les batailles de l'Union démocratique fédérale contre la burqa et contre les minarets – mettant en scène la souillure de la Suisse, « nation chrétienne »,

par l'« invasion islamique ». On retrouve là, derrière la scénographie de la guerre de religions ou du clash de civilisations, une fragilité du pluralisme désormais bien identifiée : l'esprit de tolérance est détourné au service de l'intolérance. Tout comme la liberté fondamentale de croyance et d'expression permet de faire valoir le créationnisme comme vérité et de faire interdire l'enseignement de l'évolutionnisme à l'école, ici ce sont les déclarations sur l'homosexualité comme déviance qui veulent passer pour des « opinions légitimes », parce qu'attestées par la Bible. Au lieu d'un pluralisme de la juxtaposition indifférente de valeurs, s'esquisse dans le texte de Gonzalez et Roca i Escoda, de façon plus deweyenne que jamesienne, un pluralisme de la composition des valeurs « au travers d'une exploration commune » ; et une réflexion sur le statut énonciatif de la parole religieuse, sur ses embarras et les traductions auxquelles elle doit consentir, dès lors qu'elle participe à un espace public. Tandis que la croisade clôt a priori un collectif hégémonique et adosse ses valeurs à un principe transcendant et immuable, le public s'adresse à une communauté à venir, ouverte, et offre à la discussion des valeurs encore indéterminées.

Stéphane Tonnelat suit depuis des années les mobilisations qui allient riverains et écologistes autour d'un projet d'aménagement du Triangle de Gonesse, EuropaCity. Ici, le corpus de données est recueilli de première main. L'engagement direct de l'auteur sur le terrain est ce qui fait sa capacité à comprendre, moyennant une intrication des opérations d'observation, participation, description et narration que l'on a pu qualifier ailleurs de « pragmatisme ethnographique ». Cette mobilisation est avant tout centrée sur un travail de production de faits et d'arguments par l'enquête et la discussion, afin de démonter les « contrevérités » des promoteurs et des élus. Tonnelat montre que ce pari de l'intelligence collective va de pair avec la défense de valeurs et d'idéaux relevant à la fois de la démocratie participative, où les citoyens ont leur mot à dire, du développement d'une agriculture raisonnée à proximité des villes et d'une limitation de l'artificialisation des campagnes, et d'un aménagement du territoire qui ne soit

pas dédié à des zones de consommation de masse. La dynamique de publicisation, dont il décrit quelques scènes, recourt aussi à des rituels, comme celui de l'enterrement du projet EuropaCity, après une décision du tribunal administratif, ou le culte de la déesse des terres du Triangle. Et il mène une réflexion sur la confiance, qu'il a enrichie au contact de Louis Quéré – confiance dans le collectif et dans les partenaires d'action, confiance différenciée en certaines institutions administratives, judiciaires et politiques. L'article s'achève sur un plaidoyer pragmatiste pour un « libéralisme radical » qui incorpore valeurs et idéaux écologiques et appelle à la participation du public aux prises de décisions politiques.

Louise W. Knight rouvre le dossier de la guerre des ordures (*garbage war*) aux États-Unis au tournant des années 1890 – une bataille qui, depuis, ne s'est plus interrompue et s'est étendue à la surface du globe tout entier. Knight est l'auteure de deux des biographies de référence de Jane Addams. Elle rend ici compte de ce moment fort de prise de conscience politique à Chicago, la campagne d'organisation communautaire des femmes en vue du ramassage et du traitement des ordures, avec pour idéal très concret de rendre la ville propre et saine. Comment des femmes, citoyennes impuissantes, privées du droit de vote, s'alliant à des hommes dans des associations, des fédérations, des clubs et des ligues à l'échelle municipale, ont-elles réussi à ébranler la machine politique qui gouvernait Chicago, à travers ses pratiques de clientélisme et de corruption ? Il leur a fallu inventer des stratégies qui soient mobilisatrices, efficaces et pédagogiques et qui combinent pression sur les édiles, création de postes d'officiers publics, élaboration de nouvelles politiques urbaines, et autogouvernement des affaires de leurs quartiers par les habitants eux-mêmes. Barbara J. Lowe, enfin, qui a organisé avec Katie Terezakis à Rochester, NY, la conférence marquante, « 2019 Feminist-Pragmatist Philosophy Colloquium », pour le centenaire de la promulgation du droit de vote des femmes aux États-Unis, a accepté de présenter les implications pragmatistes de l'article de Knight. Elle énumère ainsi, en dialogue avec l'auteure et, au-delà, avec Addams :

la conception de la démocratie centrée sur la définition et la résolution de problèmes ; l'importance de la proximité pour « agir avec » des concitoyens plutôt que « faire pour » des bénéficiaires ; une compréhension sympathique des situations sociales qui transforme des soi en interaction ; une action politique qui se fonde sur l'enquête et l'expérimentation. C'est de tous ces éléments, ainsi que du désir de participation des femmes à la vie publique et de l'émergence d'un nouveau profil de leaders civiques, que nous parle la guerre des ordures à Chicago dans les années 1890. Elle est un bon analyseur de certaines caractéristiques du féminisme pragmatiste d'Addams.

Le dossier bouclé, nous avons décidé de dédier le symposium, coordonné avec Alvin Panjeta, au dernier livre de Roberto Frega, *Le Projet démocratique* (paru en 2020 aux Éditions de la Sorbonne, et en 2019, sous le titre *Pragmatism and the Wide View of Democracy*, chez Palgrave Macmillan). Frega, philosophe italien, chercheur au CNRS, est membre du Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS). Le CEMS abrite le Centre d'études John Dewey et c'est là qu'est édité l'*European Journal of Pragmatism and American Philosophy* (dirigé par les collègues de l'association culturelle Pragma en Italie), en parallèle à la revue *Pragmata* (sous le contrôle de l'association d'études pragmatistes Pragmata). Frega a également participé à la fondation des associations italienne, française et allemande, ainsi qu'à celle de l'European Pragmatism Association. *Le Projet démocratique* est un bel ouvrage de synthèse, qui rassemble une série d'articles convergents dans la même direction : l'actualisation insuffisante du projet démocratique. Frega pose un regard éclairé autant par l'histoire dans la longue durée de la révolution démocratique, que par la prise en compte d'une transnationalisation des problèmes et des publics ; il s'efforce de nourrir la philosophie morale de ses lectures en sciences sociales, tout comme il s'inquiète de la montée des populismes – mettant en regard les figures du « peuple » et du « public » ; il pose des hypothèses originales sur « la démocratie des communs » et s'intéresse à des expérimentations sur des systèmes de lois et d'institutions. Contrairement à beaucoup de commentateurs du pragmatisme qui

reportent leur attention sur les seules formes de vie, et de là surinvestissent parfois les notions d'« ordinaire » et de « quotidien », il ne perd pas de vue les transactions multiples et changeantes entre *design* institutionnel et *way of life* qui font la vie démocratique. Hervé Dumez, Jérôme Ravat, Eva Debray et Manuel Cervera-Marzal ont répondu de façon positive à notre invitation et lui ont posé une série de questions. Un certain nombre de thèmes ont été abordés. On ne retiendra ici que l'un des fronts qui se sont dessinés dans le jeu des questions et des réponses. Le symposium est devenu la scène de confrontation entre des positions qui se veulent critiques de rapports d'exploitation ou de domination, ou qui remettent en cause les médiations de la représentation politique, et la posture « reconstructive » de Frega, orientée vers la préfiguration de possibles qui soient désirables et actualisables, pilotée moyennant des opérations de discussion, d'enquête et d'expérimentation. « Ce dont on a besoin, écrit-il, ce n'est plus prioritairement le travail de la négativité – critique, opposition, protestation – mais celui de la reconstruction : *création, invention, proposition*. » Frega n'est pas dans le déni de problèmes d'oppression, d'inégalité ou de discrimination, pas plus que ne l'étaient les pragmatistes du début du ^{xx}e siècle. Mais contre certaines versions de la lutte de classes, élargie aujourd'hui en lutte dans l'ordre du genre ou de la race, il plaide pour un « expérimentalisme démocratique ». On lira avec intérêt les arguments des « pour » et des « contre ».

Enfin, le Prix Gérard Deledalle a été attribué, malgré les difficultés multiples de l'année 2020-21, marquée par la pandémie du Covid-19, à Benjamin Tremblay. Mathias Girel a organisé un jury qui n'a pu se réunir que dans un espace virtuel, et la remise du prix aura, elle aussi, eu lieu par web interposé. L'association Pragmata a été, par la force des choses, « zoomifiée ». Le lauréat de cette année est un sociologue, formé à Lyon par Michel Peroni, lui-même issu d'un laboratoire, le Centre de recherches et d'études sociologiques appliquées de la Loire (CRESAL), qui avait été, en son temps, l'un des milieux de réception de l'herméneutique et du pragmatisme en sciences sociales en France. Tremblay en est un héritier. Son texte,

d'une grande originalité, est le produit d'une enquête de terrain au Rize, le centre Mémoires et société de Villeurbanne. Cette association est expérimentale en ce qu'elle élabore et teste des hypothèses sur la mémoire de la ville, recueille et organise des traces d'expérience, en coopérant avec les récits des habitants qui forment également un public d'auditeurs-spectateurs-lecteurs. Le Rize n'est pas un laboratoire universitaire. Addams et Mead avaient souligné la différence entre laboratoire civique et laboratoire scientifique. Le Rize, à la façon du Musée du travail de Hull House, s'efforce de tisser une mémoire dans l'intervalle d'une rencontre et d'une exploration coopératives avec les « historiens spontanés », pour pasticher Durkheim, que sont les habitants d'une ville. Bâtir l'avenir, dans l'actualité du présent, implique de « reconstruire le passé », comme disait Mead. Cette mémoire n'est pas une mémoire officielle ou collective, c'est une mémoire publique, et en ce que le nœud de remémorations et de narrations dont le Rize est l'accoucheur contribue à faire naître un public de citoyens-citoyens concernés. « Les récits marchent devant les pratiques sociales pour leur ouvrir un champ », écrivait Michel de Certeau. La mémoire publique transforme le champ d'expérience et d'action, et donc le milieu de vie des habitants de Villeurbanne. Elle fait de ceux qui la font un public.

Daniel Cefai, éditeur de ce numéro